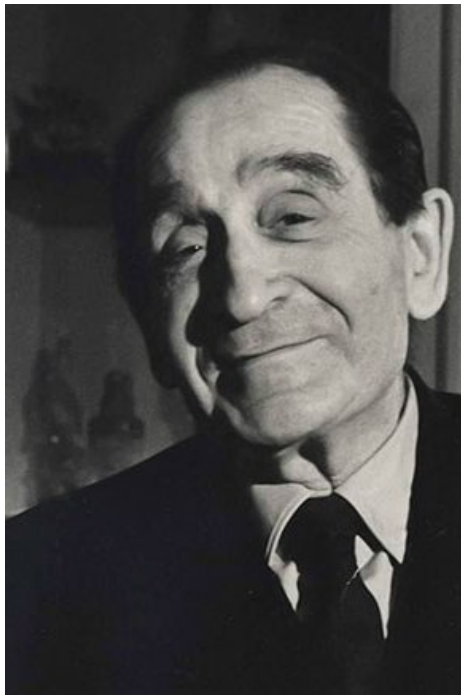




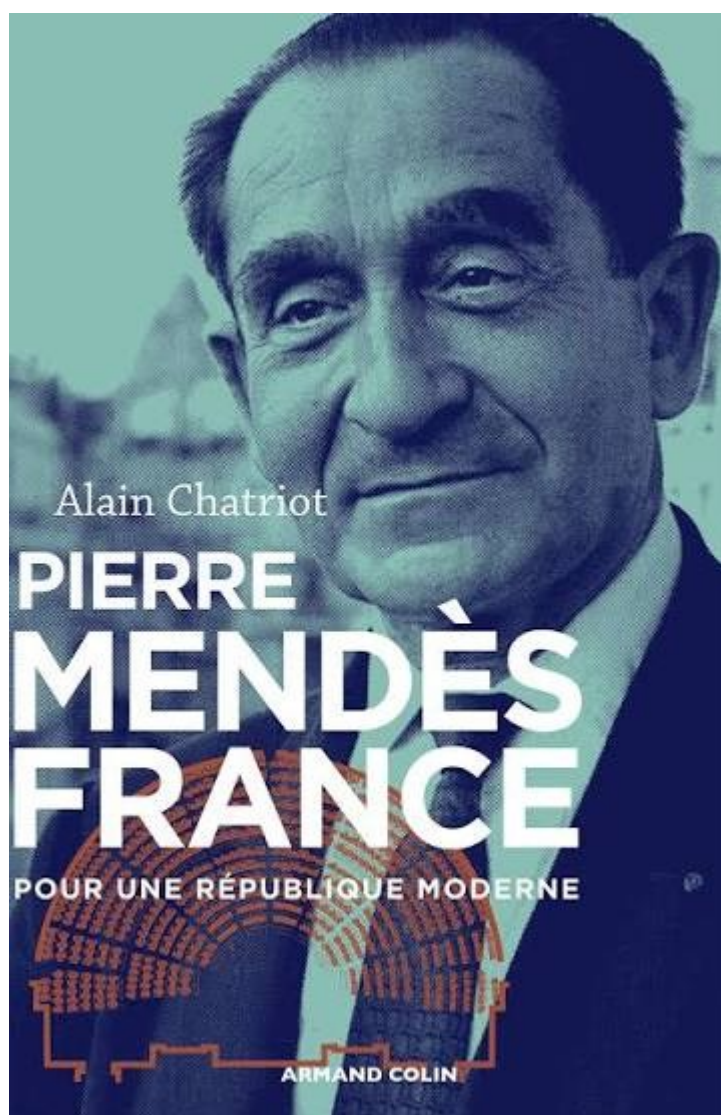
Pierre MENDES FRANCE

La vie, l'œuvre

1927—1982



**par le docteur Patrick POCHET-LAGAYE,
Président du Cercle Pierre Mendès France
de Clermont-Ferrand**



Edition

Association Internationale pour la Promotion de l'Idéal Maçonnique

12, rue Clément Ader

63000—Clermont-Ferrand

Les origines familiales

Au milieu du XVII^e siècle un Pedro Mendès de Ribeiro épouse une Isabelle de França. Deux fils naissent que l'entourage appelle dorénavant Mendès de França. Un des fils, Luis sera l'ancêtre français de la filière de notre Pierre Mendès France. Sa femme, Antonia sera poursuivie par l'inquisition au Portugal en août 1656. On sait que ce Luis Mendès de França vendait des étoiles à cette époque et fréquentait les intellectuels juifs.

Poursuivi par l'Inquisition portugaise en juillet 1683, Luis Mendès de França avoue ses liens avec la religion de Moïse. Il est gracié et s'enfuit alors vers la France où il s'installe en 1684 à Bordeaux. On sait qu'il demanda son pardon au pape Innocent VII à Rome.

Le 22 novembre 1684, sa famille se réfugie à Agen, où il tient commerce de draps et tissus. Il devient alors Louis Mendès France. Dix ans après, la famille se réinstalle à Bordeaux.

Il fréquente à la fois la communauté juive et française. Après sa mort en 1695, ses enfants se proclament juifs, quoique baptisés. A partir de 1725 la judéité de Mendès France est notoire. On le désigne sous le nom de "marchand portugais".

Un de leurs fils, Moïse, installe Place Sainte Eulalie à Bordeaux un centre de change. Un des oncles, Isaac fait fortune à Saint-Domingue.

Revenons maintenant à la filière directe de Pierre Mendès France.

Son grand-père Jules Isaac, naît en 1851. Il est administrateur de la communauté juive de Bordeaux. Il voyage en Europe pour ses affaires et s'installe à Paris en 1865.

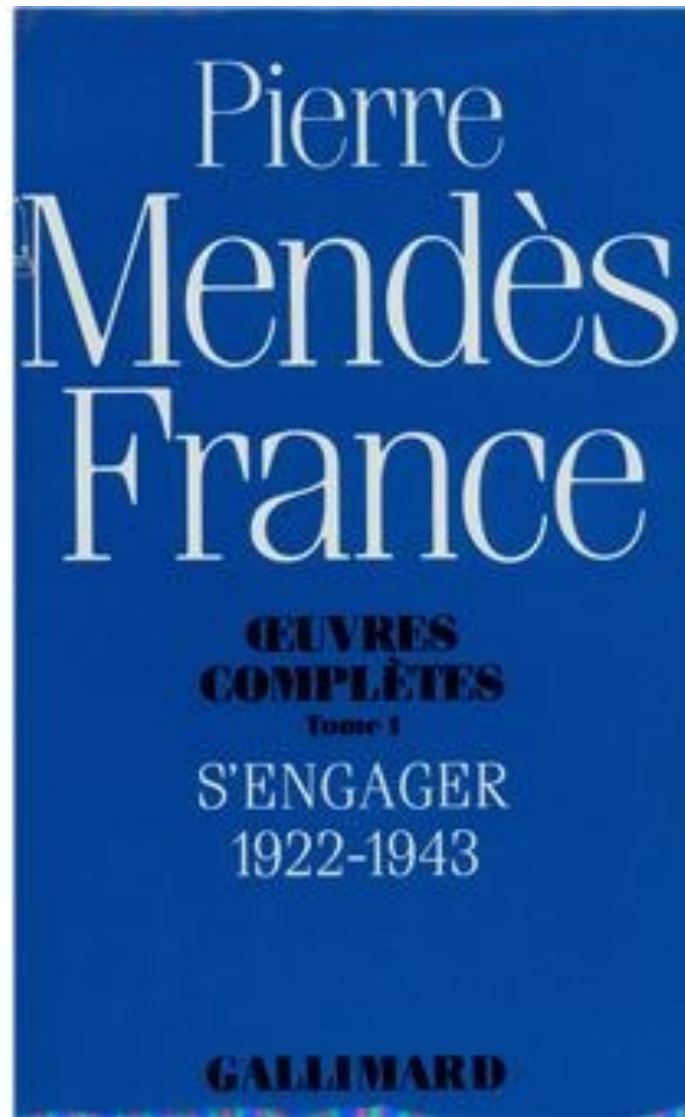
Il tient boutique de détailliste, avenue Secrétin dans le XX^e arrondissement. Le père de Pierre Mendès France, Cerf David Mendès France, naît en 1874. Il crée alors sa propre affaire de textile, rue de Cléiy, puis rue Réaumur dans le quartier Turbigo, Etienne Marcel.

Il se marie à Strasbourg avec une ashkénaze nommée Cahn et en 1906 ils s'installent définitivement à Paris.

Enfance

Leur fils Pierre naît donc à Paris le 11 janvier 1907.

Sa jeunesse, heureuse, se déroule alors dans ce quartier commerçant de Paris où il joue avec sa sœur Marcelie, de trois ans sa cadette. On sait que Pierre Mendès France fait sa bar-mitsva à Strasbourg en 1918.



Pur produit de l'école laïque républicaine, il grandit à l'ombre d'un père areligieux et d'une mère affublée de l'étrange prénom de Palmyre, jeûnant le Yom Kippour sans l'imposer à ses enfants. C'est là qu'il apprend la définition qu'il donnera plus tard de la judéité:

"C'est le produit de l'antisémitisme".

Beaucoup de ses amis sont juifs. Le plus influent sera Georges Boris, le plus proche, Jean Zay. Il épousera d'ailleurs deux femmes d'origine juive.

Le domicile de la famille est toujours rue Etienne Marcel entre le Sentier et les Halles, la place des Victoires, le quartier République. Il fréquente l'école communale de la rue de la Jussienne puis l'école primaire supérieure Turgot après sa bar-mitsva. Il passe son bac à quinze ans avec une dispense, au lycée Louis Le Grand.

Pierre Mendès France, étudiant

Pendant ses études, il passera pour brillant, batailleur, taquin. Il prend la décision de ne pas suivre le destin familial dans le commerce du textile: il sera avocat. C'est donc vers la faculté de droit qu'il se dirige après l'obtention de son baccalauréat. Il s'inscrit à la faculté de la rue Saint Jacques. Joseph Barthélémy, futur Garde des Sceaux du maréchal Pétain sera son professeur de droit.

A la fin de ses études de droit, il intègre Science Po et s'intéresse surtout aux sciences économiques et financières. En octobre 1923, il passe sa licence de droit. Il s'inscrit au barreau de Paris en octobre 1926.

Il sort de l'Ecole libre des Sciences Politiques de la rue Saint Guillaume en 1925 avec la mention "bien".

Une des appréciations de ses examinateurs à l'oral, le montre :

"Très intelligent, avec une grande habitude de la parole, beaucoup d'ambition, souhaite réussir".

Débuts politiques

En 1923 déjà, il s'engage au Parti radical, impressionné par l'éloquence d'Edouard Herriot, entendu dans la vieille salle de la Mutualité. Présenté grâce à des relations de famille lors d'un banquet républicain auquel participe Edouard Herriot, il se livre à une improvisation brillante qui séduira Edouard Herriot. Il milite alors à la Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste, appelée la "LAURS" et en devient très vite secrétaire général en 1926. On le voit à la tête des cortèges de manifestants contre les Camelots du Roi.

En 1927, ses fonctions de secrétaire général l'amènent à voyager sur tout le territoire. Et d'ailleurs en 1928, le congrès de la LAURS se réunit à Clermont-Ferrand, première visite de Pierre Mendès France en Auvergne. A la ligue, il côtoie Marc Jacquier, Jacques Soustelle, Maurice Papon, Léo Hamon, Maurice Schumann et Roger Ikor.

Pour lui l'état doit être considéré comme une puissance publique responsable d'un état social, chargé d'en redresser les injustices. D'où la nécessité de réformes aussi bien dans le système fiscal que vers un impôt progressif sur le revenu.

Le 3 mars 1928, il soutient sa thèse de doctorat et obtient la mention "bien". Le sujet en est: *La politique financière du gouvernement Poincaré*. Georges Bonnet rédige la préface en tant que "patron" de son cabinet d'avocats.

Sa thèse reçoit les félicitations unanimes de la presse et circule dans les milieux politiques. En mai 1930 il publie une Contribution à l'étude des Etats-Unis d'Europe avec comme sous- titre: La banque internationale.

Pour lui l'internationalisation des problèmes économiques est pour demain, car on ne peut pas regarder les problèmes économiques avec la petite lanterne nationale.

Il est alors mobilisé à Villacoublay dans l'Armée de l'Air. Il étudie la météorologie qui lui permettra de devenir un très bon navigateur. Le ministre de l'Air, Laurent Eynac, l'appelle alors à son cabinet. Il sera nommé plus tard sous-lieutenant en novembre 1933.

Mais revenons maintenant à ses débuts politiques. Depuis le 21 octobre 1926, il est le plus jeune avocat de France dans le cabinet de Georges Bonnet mais le métier ne nourrit pas son homme. Célibataire, il vit chez ses parents 119, rue de la Pompe.

C'est alors qu'on lui indique la possibilité de s'installer dans le département de l'Eure dans la petite ville de Louviers, ce qui lui permettra peut-être de vivre plus à l'aise. Pierre Mendès France avait déjà fréquenté le département de l'Eure à l'occasion d'une réunion électorale pour soutenir le candidat radical de Pont-Audemer qui se présentait contre l'industriel Le Mir.



Installation à Louviers (Eure)

En juin 1929, le tribunal local est rétabli, ce qui crée un potentiel de clientèle pour son métier d'avocat. Il s'installe donc à Louviers et se trouve tout de suite à l'aise dans ce milieu rural.

Il mêle alors une réussite professionnelle et un début de militantisme politique. Il publie de courts billets sarcastiques dans les deux journaux radicaux: La Dépêche et le Journal de Neubourg. Petit à petit, l'idée de sa candidature aux législatives de 1932 se fait jour.

Le 31 janvier 1932, Théo Steeg vient à Evreux pour soutenir les candidats. Pierre Mendès France affrontera donc le candidat sortant, Alexandre Duval qui a été élu quatre ans plus tôt au premier tour en 1928. De nombreux leaders du Parti radical viennent l'épauler. Très vite, les débats publics tournent à l'avantage du jeune avocat.

Les agriculteurs souffrent de la chute des cours du blé et d'une surproduction. Sur fond de crise économique de 1929, la campagne se déroule dans une certaine agressivité. Quoi qu'il en soit, au soir du second tour, le 8 mai 1932, Pierre Mendès France est élu avec 200 voix d'avance député de l'Eure.

Vainqueur d'un cacique local, il l'emporte par la vigueur de son argumentation critique, la force de ses idées et la conviction qui émane de lui. Il se retrouve donc à 25 ans le plus jeune député de France.

L'Union des Gauches gagne 500 000 voix. Les forces de droite menées par Tardieu et Laval sont vaincues. Le parti radical triomphe et envisage de gouverner avec les modérés.

A la Chambre, à l'aise dans le groupe radical, il se fait un ami de Jean Zay élu le même jour à Orléans. Il défend ses électeurs de l'Eure en s'élevant contre la politique de Paul Boncour qui fait peu pour le monde paysan.

S'élevant alors contre les caciques du Parti radical, Pierre Mendès France rejoint le groupe qui est alors appelé "les jeunes Turcs", qui comprennent Jacques Kayser, Pierre Cot, Gaston Bergerie, Jean Zay, Gaston Monnerville et Léon Martinaud-Deplat.

Au congrès de Toulouse, il critique la politique économique d'Edouard Herriot. En 1934, au congrès du Parti radical de Clermont-Fd, avec les "jeunes Turcs", il attaque violemment le ministère Doumergue issu des émeutes du 6 février.

Premier mariage

C'est à cette époque qu'il fréquente une amie de sa sœur Marcelle, Lily Cicurel qu'il épousera en décembre 1933. Deux fils naîtront: Bernard en 1934 et Michel en 1936. Il se partage à cette époque entre sa vie professionnelle dans l'Eure, ses séances à la Chambre et la vie du Parti radical. Il s'installe alors à Paris, avenue Léopold II.

PMF Franc-Maçon

A la Chambre il devient un spécialiste de l'économie du tiers-monde. C'est à cette époque qu'il rejoint la Franc-Maçonnerie qu'il fréquentera quelques années et dont il ne retrouvera pas le chemin à la Libération.

Un orateur de qualité

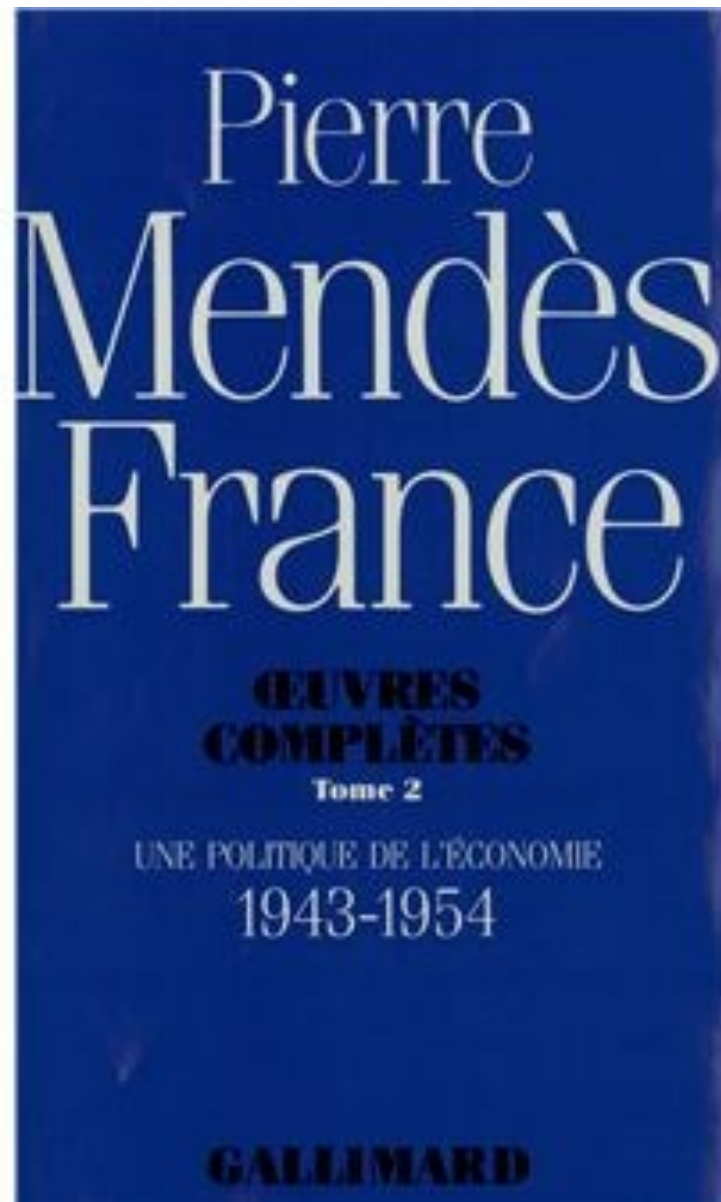
Le 27 juin 1934, il s'oppose dans un discours mémorable, au ministre des Finances Germain Martin, son ancien professeur de droit. Il plaide pour le non-dégrèvement des impôts directs par rapport à l'injustice des taxes indirectes.

Le mois de mars 1935 voit les élections municipales approcher. Le 17 mai, sa liste passe et il devient alors maire de Louviers.

Déjà sa campagne pour les élections municipales repose sur une idée qui deviendra pérenne: passer un contrat avec les électeurs sans "promettre la lune". L'avocat progressiste de la paysannerie en crise s'engage dans son métier de maire et on peut noter qu'il nomme une femme "adjoint" aux affaires sociales.

1936

La gauche se rassemble dans la perspective des élections législatives de 1936 et il intervient à la grande fête du stade Buffalo à Paris. En janvier 1936 c'est le pacte de rassemblement populaire entre les candidats députés radicaux et socialistes. La campagne des élections législatives de mai et juin 36 est très dure. La droite lui oppose dans l'Eure un jeune militant, habile démagogue, Modeste Legouez.



Déjà les charges antisémites se déversent sur lui. Quoi qu'il en soit, le 3 mai 1936 ii est réélu député de l'Eure avec 800 voix d'avance. Les citadins de Louviers ont assuré sa réélection. Au Parlement il soutient Léon Blum, mais se montre réticent sur les occupations d'usine. Il s'oppose à la participation de la France aux Jeux Olympiques de Berlin à l'été 1936.

Il défend le projet de nationalisation. A l'automne 1936 au congrès du Parti radical à Biarritz, il défend le Front Populaire face aux caciques du parti, réticents. Il déplore la timidité de la France face aux assauts des fascistes contre les républicains espagnols.

En 1937 il est élu Conseiller général malgré une fièvre typhoïde. Ses électeurs avaient élégamment évité le deuxième tour.

Le 21 juin 1937, le Sénat met le gouvernement Blum en minorité. Il démissionne devant le non-soutien des radicaux. Après l'appel à Camille Chautemps, le président de la République demande de nouveau à Léon Blum de former le gouvernement le 10 mars 1938.

Il se réserve le ministère du Trésor et confie à Pierre Mendès France la charge de sous- secrétaire d'état. Il appelle à ses côtés Georges Boris comme directeur de cabinet. En tant que tuteur des douanes, il facilitera l'envoi de convois d'armes, en aide aux républicains espagnols. Il est pour l'intervention.

Pour Léon Blum, Pierre Mendès France rédige un Plan de sauvetage de l'économie qui comprend: un contrôle des prix, une extension de la durée du travail pour les industries travaillant pour la défense nationale, une suspension de l'amortissement de la dette sur deux ans, une avance de la banque de France de dix milliards, un contrôle des changes, un prélèvement sur le grand capital allant jusqu'à 17%, et une augmentation substantielle de l'impôt sur le revenu.

Ce plan est approuvé par la Chambre le 6 avril. Le sénat le repousse le 8. Blum démissionne. C'est le lâche soulagement de l'ensemble de la classe politique qui écœure Pierre Mendès France.

Il se range alors parmi les anti-modérés. En janvier 1939 il s'oppose aux propositions du gouvernement Daladier dont le ministre des Finances Paul Reynaud publie des décrets contraires à la justice sociale et au redressement financier.

La montée des périls

Puis c'est la montée des périls. Le pays se prépare à la guerre et s'installe dans une économie de guerre. Le 1er septembre 1939, c'est la mobilisation. Le 3, c'est la guerre. Il veut se battre. Affecté dans l'aviation au Levant, il arrive à Beyrouth le 20 septembre 1939 à l'état-major du colonel Lucien.

Il est en permission à Paris en janvier 40 et obtient de faire un stage dans le personnel naviguant. Le 22 avril 1940, il obtient son brevet d'observateur. Son chef de corps, le colonel Lecoq de Kerland, lui accorde une permission le 3 mai pour participer à la session ordinaire du Conseil général de l'Eure.

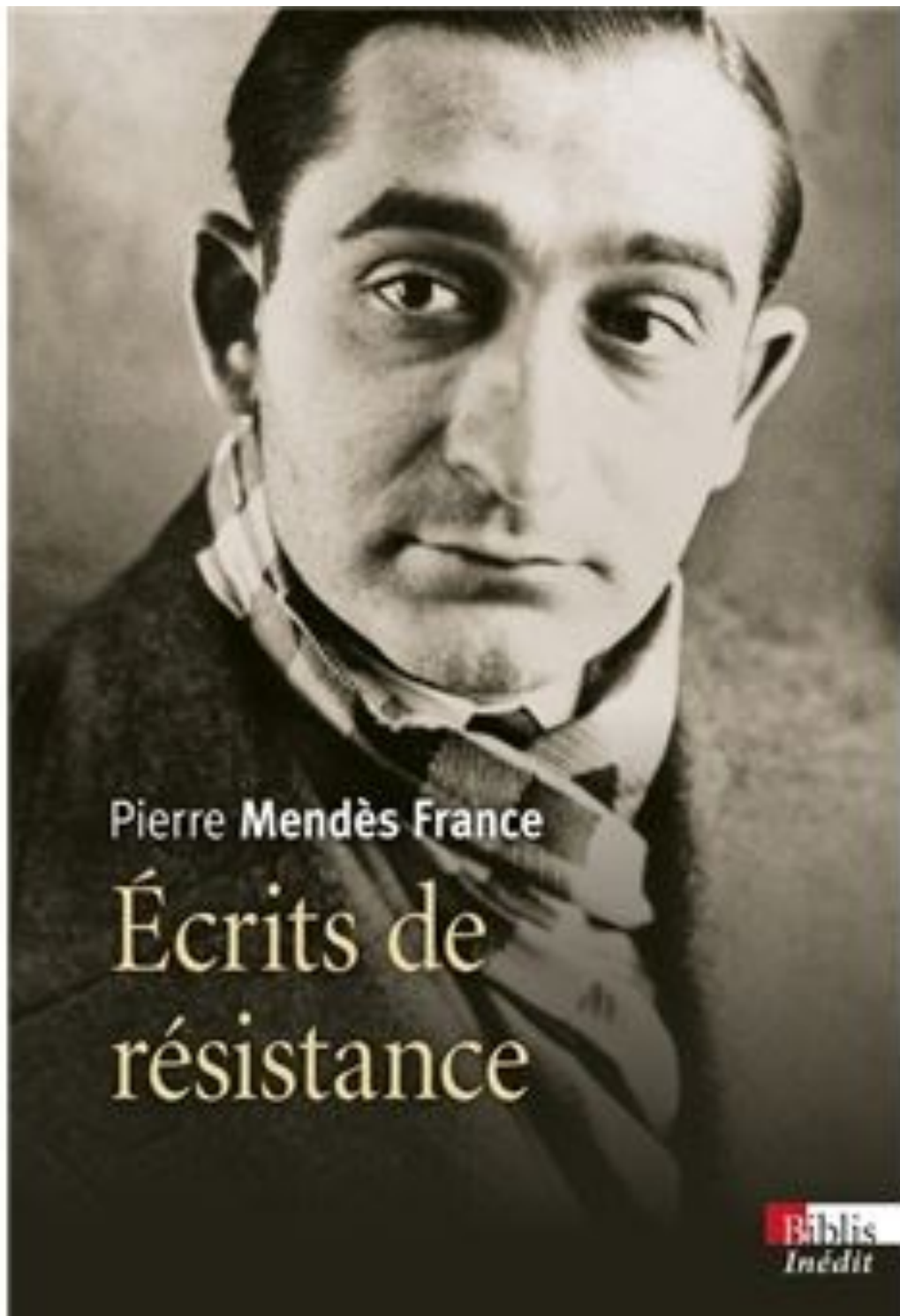
Le 9, il est à Paris pour voir le ministre de l'Air Laurent Eynac. Il lui demande de participer aux opérations de Norvège. Le 10 mai, c'est l'attaque fulgurante des blindés allemands qui percent le front à Sedan. La drôle de guerre est terminée.

Il fait des pieds et des mains pour être affecté sur le front, mais on lui dit: "Effectuez plutôt un stage de recyclage à l'aérodrome de Mérignac", à côté de Bordeaux. On lui dit d'attendre sa nouvelle affectation car l'ordre aux permissionnaires de rejoindre leur corps après l'attaque du 10 mai, ne concerne pas l'armée d'Orient où il est toujours officiellement affecté. Il continue ses allers et venues Paris-Louviers, où il se heurte au flot des réfugiés qui fuient l'avancée allemande foudroyante.

Le 9 juin commence l'évacuation de Louviers. Pierre Mendès France essuie le feu des chars allemands à Verviers. Il est blessé à l'épaule et est pris en charge par un ami d'Evreux qui le conduit à Paris. Il se fait soigner au Val de Grâce et demande une nouvelle fois à être reçu par le colonel Lucien qui est devenu entre-temps responsable du bureau du personnel de l'armée de l'Air. Il lui rédige alors un ordre écrit pour rejoindre l'école des observateurs de l'air de Bordeaux, à l'aérodrome de Mérignac. Le 13 juin il quitte donc Paris pour Jarnac où il a acheté récemment une petite maison où héberger sa famille et il met donc sa famille à l'abri à Jarnac.

Le 17, il est à Bordeaux. Il retrouve le colonel Lucien dans le chaos, la cohue de l'administration repliée. Il se rend à l'état-major pour réitérer sa demande d'être affecté sur le front. Et là il apprend que son bataillon est transféré au Maroc.

Le 19, nouveau coup de théâtre. Le gouvernement décide de partir pour l'Afrique du nord. Bien sûr, le maréchal Pétain, récemment investi des responsabilités de président du Conseil, refuse comme il s'y était engagé à la radio, de rejoindre l'Afrique du nord pour rester avec les Français.



La délégation des parlementaires est conduite par le vice-président du Conseil Camille Chautemps. On leur affecte un paquebot auxiliaire, le Massilia qui est amarré au Verdon.

L'appareillage de cette centaine de parlementaires a lieu donc à Verdon, le 21 juin. Pierre Mendès France a fait l'aller et retour à Jamac pour chercher sa famille. A bord, il retrouve de vieux amis, Daladier, Mendel, Kampinski, Delbos, Le Troquer et Paul Bastid, en tout une centaine de parlementaires.

Ils appareillent enfin le matin du 21 et dans la nuit, ils apprennent par un câble radio que le gouvernement a changé d'avis. Il reste à Bordeaux et avec les parlementaires restés sur le continent, décide de continuer à parlementer avec l'Allemand.

A bord, un débat s'installe. Certains veulent retourner à Bordeaux pour rejoindre la Chambre des députés repérée, d'autres continuer la guerre en Afrique du nord. Pierre Mendès France est de ceux qui veulent continuer à se battre. Le commandant de bord, excipant d'une ordonnance réglant l'activité des bateaux en temps de guerre, décide de suivre son premier ordre de mission et de continuer sa route sur Casablanca.

Le 24 juin le Massilia accoste en rade de Casablanca, encombrée de cargos alliés. Le gouvernement resté à Bordeaux, qualifie d'emblée les arrivants, donc une centaine de parlementaires, de fuyards.

Pierre Mendès France se présente alors à son supérieur hiérarchique, le Commandant de l'aviation pour l'Afrique du nord, le général François d'Astier de la Vigerie qui d'emblée, l'attente à son état-major.

Arrêté à Rabat pour abandon de poste - Procès à Clermont-Ferrand

Début juillet il reçoit à son domicile de Meknès une convocation à la Chambre des députés pour une réunion extraordinaire des deux chambres réunies. Pierre Mendès France ne demande pas de permission, refusant de participer à cette mascarade de congrès réuni le 10 juillet au casino de Vichy. Le 26 juillet paraît un communiqué de presse de l'agence Havas, enjoignant aux quatre parlementaires restés au Maroc, de se présenter au tribunal militaire pour abandon de poste. Il s'agit de Viennot, Wiltzer, Jean Zay et bien sûr Pierre Mendès France.

Le 31 août, Pierre Mendès France est donc arrêté par deux gendarmes à Rabat. Il est incarcéré à Casablanca dans une cellule sordide et à partir de cette nuit suivront donc 300 nuits d'emprisonnement.

Il apprend qu'il est déféré devant le tribunal militaire de Clermont-Ferrand aux bons soins du colonel Leprêtre, instructeur redouté qui vient de condamner son collègue Jean Zay à la déportation à vie.

Il est transféré en bateau puis en train sur Clermont où il arrive le 12 octobre dans la prison militaire du 92. régiment d'infanterie et mis au secret. Deux avocats clermontois, Maître Fontlupt et Maître Rochat, le défendent.

Son incarcération a lieu dans des conditions sordides. On ne tient pas compte de sa qualité d'officier et il est logé dans des baraquements ordinaires.

En décembre il retrouve dans sa prison le futur général Binoche, Vincent Monteil qui deviendra son collaborateur en 1955 et Georges Valois. Il écrit alors au maréchal Pétain pour déplorer le sort qui lui est fait.

L'instruction se déroule alors, dirigée par l'impitoyable colonel Leprêtre, spécialiste des affaires politiques. Le 3 mai 1941, le commissaire du gouvernement lit l'acte d'accusation au lieutenant Pierre Mendès France. Il est inculqué pour désertion et retard à rejoindre son unité à Mérignac.

Le 9 mai 1941, dans la salle du tribunal militaire de Clermont, se déroule le procès. Le tribunal est présidé par le colonel Perré qui citera un certain nombre de témoins à charge et à décharge. Presque tous les témoins sont d'ailleurs favorables. Citons Emile Kahn, Edgar Faure et les représentants de la Ligue des Droits de l'Homme.

Seul le colonel Bailly vient apporter un renfort à l'accusation. Le colonel Lucien, son ancien chef, puis le colonel Lecoq de Kerland, son supérieur au Levant, rappelleront les faits. La défense rappelle alors



qu'une circulaire parue au printemps 1940, donnait quinze jours à un officier pour rejoindre sa nouvelle affectation après l'avoir reçue. L'accusation de désertion à compter du 10 juin tombe alors.

Après des débats houleux, le colonel Degache, commissaire du gouvernement, réclame huit ans d'emprisonnement. La cour se retire pour délibérer, puis le greffier lit le verdict: Pierre Mendès France est condamné à six ans d'emprisonnement, la dégradation et la privation pour dix ans de ses droits civiques.

Très vite ses avocats forment pourvoi en cassation, mais le 20 juin, Pierre Mendès France reçoit l'avis du rejet de son pourvoi.

Mais revenons au lendemain du procès. Dès le 12 mai, Pierre Mendès France ressent les effets de son insuffisance hépatique, conséquence d'une jaunisse contractée dans les années 25. Le médecin

consulté réclame son transfert à l'hôpital de la Providence qui est en somme une prison hôpital militaire. L'attente est interminable.

Evasion réussie — Direction Grenoble puis Londres

Il a cependant la chance en tant qu'officier, de bénéficier d'une chambre individuelle. Il peut donc mettre au point une évasion depuis le premier étage de cette partie de l'hôpital de la Providence qui donne sur l'Avenue Albert et Elisabeth à Clermont.

Il a eu le temps de se faire fabriquer des faux papiers. Une photographie avec des lunettes lui permet d'être méconnaissable. Il conserve une certaine activité physique pour pouvoir effectuer le saut de la liberté.

Et dans la nuit du 21 juin, dans des conditions rocambolesques qu'il a maintes fois racontées dans son livre « Liberté, liberté chérie », il saute le mur et rejoint dans la nuit la gare de Clermont, d'où il prend tranquillement le train qui l'amène à Lyon puis à Grenoble.

Ensuite il passe quelques semaines dans la banlieue de Grenoble à La Tronche à la pension Richemont. Il reçoit des nouvelles de sa femme Lily, retenue à Casablanca qui a quand même réussi à gagner les Etats-Unis grâce à Pierre Cot.

Il s'installe après La Tronche à Thonon-les-Bains d'où il prend un bateau qui l'amène en Suisse. Grâce à l'appui de sympathisants des pays libres, il réussit à rejoindre Lisbonne où il arrive le 28 février 1942. Après un court séjour à Lisbonne, il arrive à prendre un avion qui l'amène à Londres.

Au début du mois de mars 1942, il rencontre le général de Gaulle qui l'accueille avec intérêt. Il demande alors à rejoindre vite son unité dans l'armée de l'air du Levant.

En partant de Londres il passe par les Etats-Unis où il retrouve un court instant sa famille: sa femme et ses deux enfants. Il apprend alors que son unité a été regroupée en Angleterre. Il lui faut donc retourner à Londres où il arrive au mois de septembre 1942.

Il sert dans l'armée de l'air libre comme navigateur sur un Boston, d'octobre 1942 à novembre 1943. Il est promu capitaine le 3 octobre 1943.

C'est alors que sa carrière militaire prend fin puisque le général de Gaulle l'appelle auprès de lui comme commissaire aux finances du Comité français de Libération nationale qui deviendra plus tard le 15 mai 1944, le gouvernement provisoire de la République Française.

Rappelons qu'il avait refusé en août 43 de faire partie de l'Assemblée consultative.

A Alger avec de Gaulle

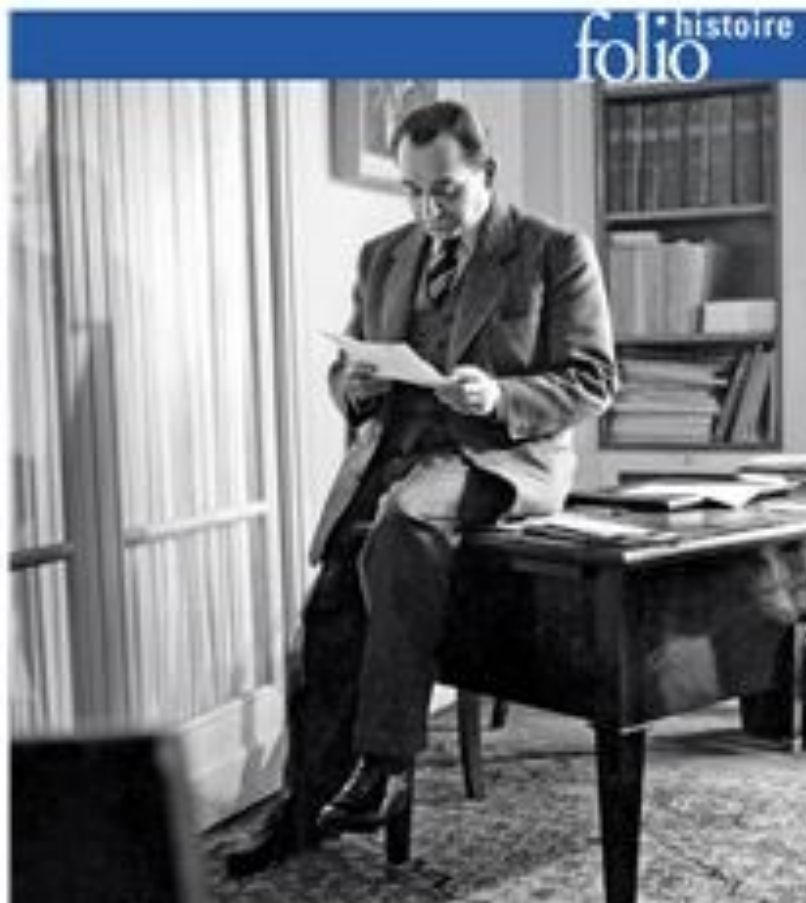
Fin novembre 43 il débarque donc à Alger pour rejoindre le général de Gaulle. Il s'installe de façon modeste au lycée Fromentin entouré d'une équipe de jeunes économistes travaillant au premier budget de la France libre, sa première tâche aux affaires après la guerre.

Au Comité français de Libération nationale, il retrouve René Capitant, le général Catroux, Henri Queuille, Adrien Tixier, André Philip, Louis Joxe, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, René Pleven, André Diethelm qui sera ministre de la Production et du ravitaillement.

C'est alors que deux thèses dans la compréhension des faits économiques de la période de libération

Pierre Mendès France

La vérité guidait leurs pas



s'affrontent: le marché ou la rigueur, l'austérité ou la planche à billets. Les tenants de l'arrêt de l'austérité avec René Pleven l'emportent. C'est donc avec regret que, pour être fidèle à ses convictions, Pierre Mendès France quitte le gouvernement provisoire en expliquant ses raisons dans une très longue lettre au général de Gaulle qui en fera d'ailleurs mention dans ses Mémoires.

A New-York en qualité d'expert économique

En juin 1944, le général de Gaulle le charge de représenter la France à New York, puis à la conférence de Bretton Woods pour négocier les conditions financières de l'après-guerre.

Voici venu le moment pour lui de revoir les siens, ses parents réfugiés en Savoie, sa femme à New York. En septembre 1944 il retrouve Louviers et son appartement de l'avenue Léopold II à Paris qui a été endommagé par la réquisition allemande. Le remaniement ministériel le voit chargé du ministère de l'Economie sous la tutelle d'André Lepercq qui est ministre des Finances. Il s'installe alors aux Champs-Élysées dans l'immeuble de ce qui sera plus tard Jours de France. Georges Boris le rejoint alors et redevient son fidèle collaborateur.

Très vite une bataille s'engage entre libéraux et dirigistes. Lepercq veut lancer un grand emprunt. Il disparaît alors dans un accident d'avion et c'est René Plevin qui le remplace. Les idées de Pierre Mendès France ne sont pas écoutées. Il démissionne alors, ne voulant pas cautionner le laxisme.

Le 18 janvier 1945, il écrit au général de Gaulle une longue lettre qui est un résumé de ses idées économiques. Le 5 avril il rend publique sa démission. Seuls, deux ministres semblent solidaires: Augustin Laurent et Adrien Tixier. Les communistes au contraire se réjouissent de son départ. Les MRP sont divisés. Le 6 avril, il convoque la presse pour expliquer sa démission.

Retour devant les électeurs de Louviers

En mai 1945 il est réélu maire de Louviers, conseiller général et président du Conseil général de l'Eure. Il est député lors des élections à l'Assemblée constituante de 1946 et se retrouve député de l'Eure à l'Assemblée nationale de 1951.

Il est ensuite nommé président de la commission des comptes de la nation. Il prend ses distances vis à vis du Parti radical. Il prêtre son concours comme enseignant à l'ENA nouvellement créée. Il s'occupe plus particulièrement des problèmes financiers et budgétaires et écrit un mémoire sur La planification. Il participe aux sessions du FMI et de la Banque Internationale où il côtoie Lord Keynes et Morgenthau, et représente la France au Conseil économique et social de l'ONU.

Il participe à la création de la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement). En janvier 1946 après le départ du général de Gaulle, il est appelé par Félix Gouin qui constitue son gouvernement. Mais il refuse, après s'être rendu compte que rien n'avait changé. La France n'est plus tentée par le risque.

La traversée du désert

Dès lors commence la traversée du désert. Souvent consulté par le président de la République, Vincent Auriol élu le 17 janvier 1947, il se rappelle le bon temps du cabinet de Léon Blum où le président siégeait alors. Les ministères de la Quatrième République se succèdent. La France revient à un régime d'assemblée.

Les problèmes coloniaux deviennent plus aiguës, en particulier l'Indochine et dès 1947, Pierre Mendès France s'y intéresse. L'amiral d'Argenlieu fait rappeler Leclerc mais celui-ci meurt dans un accident d'avion. Pour Mendès France, une solution négociée pour l'Indochine est d'ores et déjà à envisager.

En octobre 47, c'est le désastre de Cao Bang. Les postes du Nord Tonkin sont évacués. Le 22 novembre, Pierre Mendès France monte à la tribune de l'Assemblée et se livre à un long réquisitoire contre le gouvernement Plevin. Il propose de jouer la carte de l'indépendance du Vietnam.

En juin 1951, il démissionne de son poste aux Nations Unies. A trois reprises en 1951 il intervient à la Chambre des députés sur l'Indochine, alors que la situation militaire sur place semble s'arranger avec l'arrivée du général de Lattre.

En 52, c'est l'expérience Pinay, la revanche des modérés. Pierre Mendès France est remis en selle par ses prises de position à l'Assemblée. Puis c'est la querelle de la CED (Communauté Européenne de Défense) qui divise la France et qui trouvera une solution parlementaire quelques mois plus tard.

PIERRE MENDÈS FRANCE

Liberté, liberté chérie



C'est le temps de la collaboration avec deux journalistes jeunes et pleins de talent: Jean- Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud qui fondent L'Express le 16 mai 53 avec comme slogan: "C'est Mendès qu'il nous faut".

Le 23 mai 1953, le cabinet René Mayer tombe. Le 28, Paul Reynaud renonce. Pierre Mendès France est pressenti par le président du Conseil, Vincent Auriol mais il n'obtient que 301 voix au lieu des 314 nécessaires pour obtenir la confiance. Le premier de la classe subit donc un échec.

En pointe sur la question de l'Indochine

En janvier 1954, René Coty, sénateur est élu président de la République après treize tours de scrutin en battant Joseph Laurel, président du Conseil. Le 7 février 54, la conférence des quatre grands est organisée à Berlin. La question de l'Indochine revient sur le tapis. Une conférence internationale pour l'ordre et la paix est convoquée le 15 avril 54 à Genève.

Le 9 mars, Pierre Mendès France intervient à la Chambre. Il considère que Hô Chi Minh est devenu l'interlocuteur incontournable. Quelques semaines plus tard le camp retranché de Diên Biên Phu est investi. Un veto du Sénat américain empêche une intervention aérienne massive pour le dégager. Le destin de l'Indochine française est scellé. Diên Biên Phu tombe le 7 mai.

Le Vietnam envoie Pham Van Dong aux négociations de Genève. Dans la nuit du 9 au 10 juin, le président Joseph Laurel est renversé et le 12 juin, Pierre Mendès France est à nouveau pressenti. Il se présente le 13 à l'Elysée. Il rencontre les chefs des principaux partis le 14, ainsi que les chefs militaires qui lui révèlent que la situation est dramatique. Ils déclarent ne pouvoir tenir que deux à trois semaines.

Président du Conseil

Ainsi naît dans l'esprit de Mendès France, l'idée de ce délai d'un mois pour signer la paix, qui constituera le corps de son discours quand il se présente le 17 juin au soir devant l'Assemblée nationale.

Les communistes votent finalement l'investiture, contrairement à ce qu'ils avaient déclaré et c'est par 419 voix contre 47 que Pierre Mendès France est investi président du Conseil de la Quatrième République. C'est un véritable plébiscite. Le cabinet est représentatif de toutes les tendances, passant par les Indépendants Paysans, les radicaux bien sûr et quelques UDSR.

A son cabinet entrent Bettencourt, Chevalier, Edgar Faure, Maurice Bourgès-Maunoury, Claudius-Petit et François Mitterrand à l'Intérieur. Mendès France se réserve les Affaires étrangères qu'il abandonnera en juin à Edgar Faure qui sera plus tard son successeur à Matignon.

Chaban-Delmas, Foucher, Buron, André Pelabon, Georges Boris le rejoignent pour constituer son équipe de travail.

Une tâche immense s'offre à lui: conclure les négociations sur l'Indochine avant la date butoir du 20 juillet. Dès le 23 juin, il rencontre à Berne, Chou En Lai, ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine.

On décide que le 18. parallèle pourrait représenter la limite nord du Vietnam et surtout l'organisation d'élections libres dans cette Indochine avec une menace, l'envoi du contingent pour trouver une solution militaire au conflit.

Pierre Mendès France inaugure alors ses fameuses causeries au coin du feu, chaque samedi à la radiodiffusion. Il appelle ça un dialogue direct avec les Français.

Le 29 juin 1954, les alliés font connaître qu'ils tiendront fermement sur la ligne de l'indépendance du Laos et du Cambodge.

Le 13 juillet à Paris, Mendès France rencontre Anthony Eden, premier ministre britannique et Foster Dulles secrétaire d'état des Etats-Unis. Il s'en suit un mémorandum franco-américain qui définit les grandes lignes de l'accord sur l'Indochine.

Mendès France rencontre alors Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'Union Soviétique et trouve un accord fixant au 16. parallèle la frontière nord du futur Vietnam libre. Le 15 juillet, Mendès France est de retour à Genève et le 20 juillet, Molotov est enfin d'accord pour couper la poire en deux. Ce ne sera ni le 16. ni le 18. parallèle, mais le 17. avec promesse d'organisations d'élections libres dans les deux ans.

A 17 heures 20, le 20 juillet l'accord est conclu. Pierre Mendès France a gagné son pari. Dans la nuit un document est signé. Le 23 juillet, Pierre Mendès France peut déclarer à l'Assemblée nationale: "La paix est faite en Indochine." Puis vint le tour de la Tunisie. Le parti Néo-Destour avec Bourguiba considère le peuple tunisien comme mûr pour l'émancipation de ce protectorat. Pour Mendès France, il faut hâter les choses et prendre les devants de l'histoire.



Dès le 25 juin, il avait amélioré les conditions de détention de Bourguiba à l'île de Groix. Alain Savary va le rencontrer. Le résident général Voizard lui transmet alors un rapport accablant sur la situation en Tunisie. Il faut agir.

Il rencontre Masmoud, représentant le Néo-Destour en France et l'invite à entrer dans un nouveau gouvernement. Il projette d'ailleurs de se rendre en Tunisie, accompagné du général Juin. Le 31 juillet, le général Boyer de la Tour, nouveau Résident Général demande audience à Lamine Bey à Carthage.

Au petit matin, Pierre Mendès France débarque et rencontre au saut du lit le vieux Bey. Dans une déclaration dite de Carthage, il reconnaît l'autonomie interne de la Tunisie et invite le Bey de Tunis à former un nouveau gouvernement avec comme ossature le parti Néo-Destour.

Le 10 août 1954, le Parlement ratifiera cette déclaration de Carthage. Dès lors, les fellagas tunisiens abandonnent la lutte et la Tunisie est en marche vers l'indépendance.

Parlons maintenant du système Pierre Mendès France. C'est d'abord l'action et la communication. Dans l'équipe, Edgar Faure est le bras droit. Il s'occupe du secteur économique. François Mitterrand est à l'intérieur. L'inspirateur de la politique est souvent Georges Boris, son directeur de cabinet. Pour la presse, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud placent L'express dans une situation de porte-parole gouvernemental.

Et il y a bien sûr cette fameuse causerie du samedi qui assure une communication directe avec le citoyen français.

Cependant au Parlement, tous les partis aiguisent leurs couteaux. Le système parlementaire de la Quatrième République voit d'un mauvais œil un homme d'état parvenu au pouvoir.

Vient le débat sur la CED, la Communauté Européenne de Défense, système inventé par Robert Schumann, Jean Monnet et René Pleven il y a quatre ans.

Dans le concert européen, seules l'Italie et la France n'ont pas encore ratifié le traité signé par Pinay en 1952 et qui permet l'intégration de l'Allemagne réarmée dans un ensemble intégré. Pierre Mendès France est plutôt contre, comme son entourage. Tous les partis sont divisés. La presse s'enflamme.

Le 19 août 1954, une rencontre des leaders européens à Bruxelles n'aboutit à aucun accord. Le 23, le président rencontre Churchill. Le 30, un débat houleux a lieu à l'Assemblée avec l'intervention remarquée d'Edouard Herriot qui s'exprime contre la CED. La question préalable est adoptée par 319 voix contre 264. Il n'y aura donc pas de vote pour ratifier le traité de Paris.

Claudius-Petit démissionne du gouvernement ainsi que Emile Hughes et Bourguès-Maunoury. Par contre, Chaban-Delmas revient au gouvernement.

La France apparaît isolée. Bien sûr Pierre Mendès France essaie de recoller les morceaux. Le 20 septembre, un discours devant l'assemblée européenne parle à nouveau d'intégration militaire européenne. Le 28 septembre à Londres, une conférence jette les bases d'une alliance européenne englobant l'Allemagne. Et le 23 octobre, les accords de Paris entre tous les alliés maintiennent la présence des troupes anglaises, françaises et américaines pour encore 50 ans. Le 30 décembre 1954, le parlement approuvera les accords de Paris par 287 voix contre 260.

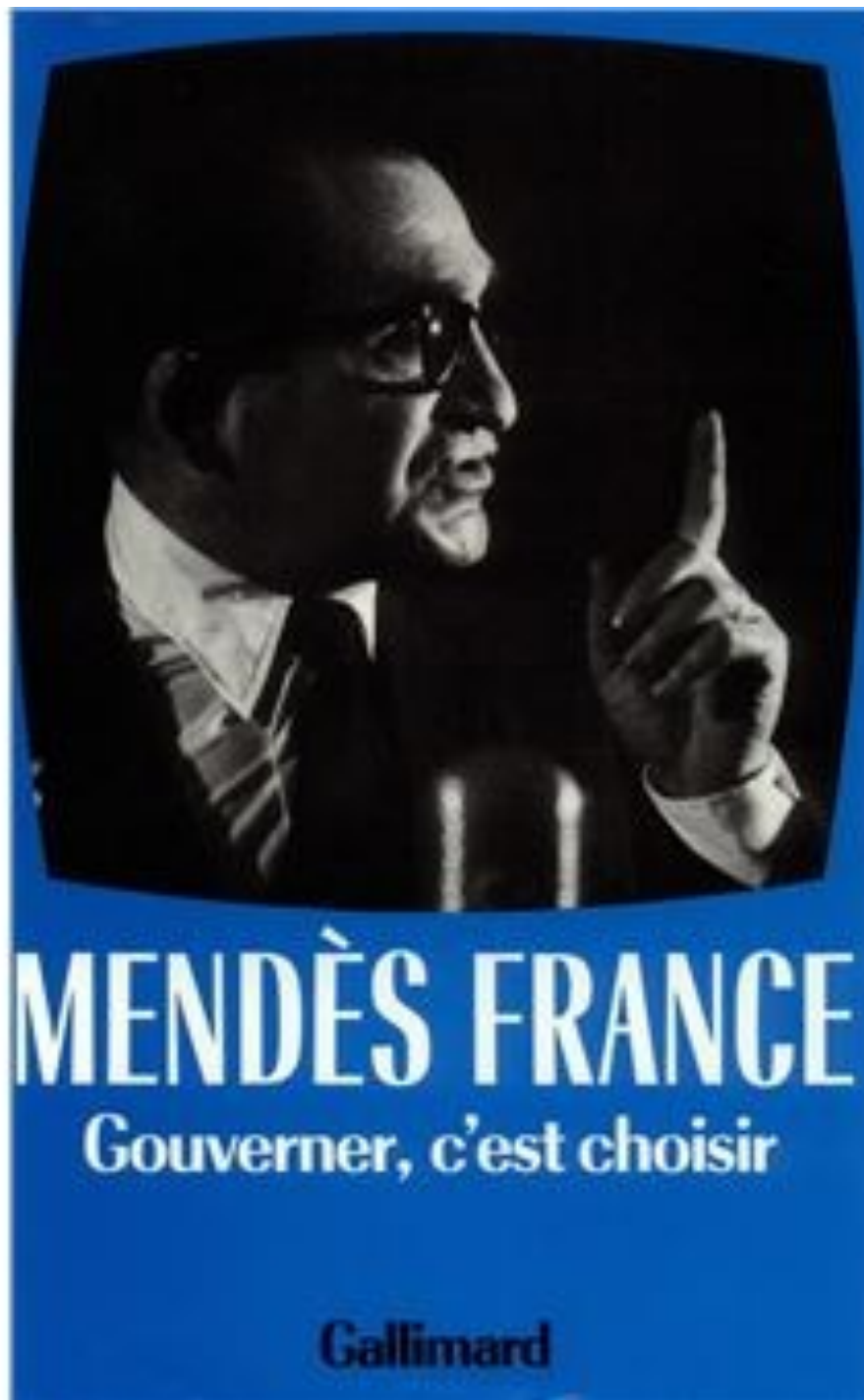
L'automne 1954 est consacré à la mise au point d'un plan d'assainissement de l'économie avec comme protagonistes Edgar Faure, Jacques Duhamel et bien sûr l'incontournable Georges Boris. On définit alors la notion d'économie sociale de marché. Le 31 décembre, l'assemblée nationale adopte ce plan d'assainissement de l'économie.

Dans le cadre des mesures sociales de ce plan d'assainissement figure une vigoureuse lutte contre l'alcoolisme. C'est là qu'intervient la fameuse distribution de lait dans les écoles pour former le goût des enfants à d'autres boissons que l'alcool. Déjà le lobby des betteraviers s'oppose à cette politique qui veut limiter la distillation. Le plan commence à porter ses fruits. On peut augmenter les salaires de 6,5%.

A l'automne, Pierre Mendès France avait rencontré le général de Gaulle qui l'avait encouragé dans cette voie. La SFIO renâcle à appuyer ces mesures exceptionnelles. Le climat s'obscurcit. On parle de l'affaire des fuites. Il s'agit de renseignements militaires qui ont filtré du secrétariat général de la défense nationale.

Gilles Martinet et Roger Stéphane sont poursuivis. Le 3 décembre cependant, François Mitterrand impliqué dans cette affaire et le président Mendès France s'expliquent et après un débat, la confiance lui est accordée par 278 voix contre 240.

En janvier 1955, Edgar Faure passe au quai d'Orsay alors que Robert Buron occupe le ministère des Finances, rue de Rivoli. Pierre Mendès France réclame les pleins pouvoirs en matière économique et déjà, les oppositions au parlement s'affirment: les européens, les MRP, le lobby betteravier, les communistes.



La question algérienne

Rappelons que le 1^{er} novembre 1954, une insurrection éclate en Algérie. Dès le début, Pierre Mendès France reçoit Ferhat Abbas. François Mitterrand se rend sur place et envoie des renforts de police. La fermeté dans la répression des troubles est alors à l'ordre du jour.

Jacques Soustelle a remplacé le gouverneur général Léonard à Alger, le 25 janvier 1955. Après le calme de janvier apparaît le 2 février un débat au parlement où la conjuration va se nouer, profitant de l'absence de Pierre Mendès France en voyage en Italie et en Allemagne du 5 au 15 février.

Le 15 février à quatre heures du matin, la motion de confiance reçoit 273 voix et est refusée par 319 voix. Dans la nuit, le président Mendès France présente sa démission à René Coty qui va appeler son plus proche collaborateur Edgar Faure à le remplacer dès le 23 février.

Après quelques semaines de réflexion, Mendès France repart dans le combat politique pour faire triompher ses idées. Au congrès du Parti radical du 4 mai dans la salie Wagram, il déboulonnera Martinaud-Deplat, le président du parti et prendra la tête d'un "comité des sept", destiné à rajeunir le vieux Parti radical. On parle alors de néo-radicalisme. Les adhérents passent de 30 000 à 100 000.

Pierre Mendès France prépare les législatives du 2 janvier 1956, provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale par Edgar Faure. Autour de Pierre Mendès France et de Gaston Defferre s'organise le front républicain. Au soir du 2 janvier 56, les listes s'en réclament l'emportent.

Dès le 5 janvier au cours d'un déjeuner discret réunissant Servan-Schreiber, Defferre, Guy Mollet, on décide de demander à Guy Mollet d'être le leader du front républicain. Dès lors, René Coty n'a qu'à appeler Guy Mollet en tant que responsable du parti le plus représenté à l'assemblée.

Il est investi le 25 janvier 1956. Pierre Mendès France a accepté d'être ministre sans portefeuille dans le cabinet Guy Mollet.

Il essaie dans les derniers jours de janvier de dissuader Guy Mollet de se rendre à Alger. Celui-ci ira quand même le 6 février, au cours d'un déplacement qui se terminera dans la confusion. Entouré de son "ministère fantôme" de la rue Royale comme on disait à l'époque, Pierre Mendès France propose alors au gouvernement un plan de libéralisation en Algérie. Il n'est pas écouté par Guy Mollet et il démissionne alors le 23 mai 1956.

Il intervient auprès de Guy Mollet le 30 octobre pour le dissuader d'intervenir à Suez.

Des parachutistes français aidés d'un contingent britannique, investissent Port-Saïd et sont arrêtés par une déclaration conjointe des Etats-Unis et de l'Union Soviétique déplorant l'intervention des puissances européennes dans le conflit du Moyen-Orient.

Son activité de député continue. Le 7 juillet 1957, il vote contre le traité de Rome portant naissance du Marché Commun, car pour lui, il ferait la part belle au grand capital et fait fausse route en excluant l'Angleterre du concert des nations européennes en formation.

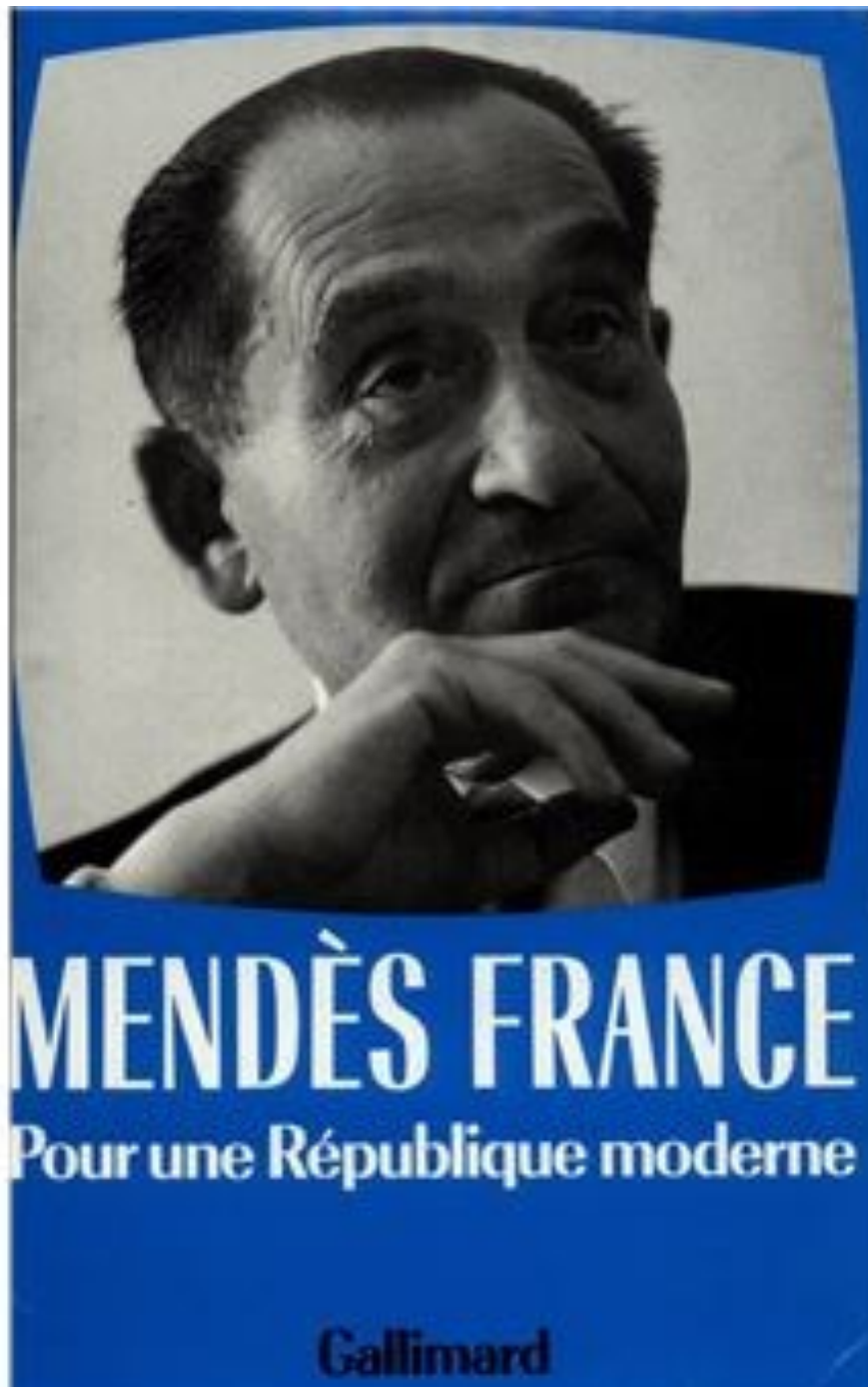
Au printemps 58, la montée du fascisme en Algérie inquiète la classe politique et les citoyens. Des activistes prennent le pouvoir et constituent un Comité de salut public le 13 mai 1958. Le nom du général de Gaulle circule comme la solution: "Il nous faut rappeler de Gaulle".

Le 20 mai Pierre Mendès France s'exprime. Il est contre le recours à Charles de Gaulle et pourtant, après avoir appelé Pierre Pflimlin qui sera investi dans la nuit du 13 au 14 mai, René Coty se résout à faire appel au général de Gaulle dès le 1. juin 1958.

Sous de Gaulle

Le général de Gaulle est investi président du Conseil et organise des consultations en faveur de la mise au point d'une nouvelle constitution de ce qui sera de la V. République. En septembre, un référendum est organisé. François Mitterrand, l'union des forces démocratiques, Pierre Mendès France, constituent le front du refus, le cartel des "non". Et pourtant le peuple français approuve la constitution de la V. République.

Pierre Mendès France rejoint alors au sein du club Jean Moulin, de vieux compagnons de la Résistance. Il voyage, il se rend à Pékin puis à Moscou et rencontre de nouveau le général de Gaulle à son retour en octobre 58.



Vers le retrait

Le 23 novembre 1958, des législatives au scrutin d'arrondissement sont organisées. La droite lui oppose Rémy Montagne. C'est une défaite.

Il démissionne de tous ses mandats locaux et se rapproche d'une des branches de la SFIO qui vient d'éclater: il s'agit du PSA, Parti Socialiste Autonome.

Le 3 avril 1960, c'est le PSU (Parti Socialiste Unifié) qui est alors fondé avec une personnalité jeune comme Michel Rocard et Pierre Mendès France les rejoint. Il affirme alors son scepticisme vis à vis de la politique et du général de Gaulle, ambigu face au problème algérien.

Il voit que le général de Gaulle refuse d'envisager pour le moment l'indépendance. Pourtant, peu de temps après, on parle d'autodétermination du peuple algérien. Les accords d'Evian sont conclus en mars 1962. Et le référendum est approuvé par le peuple français. L'Algérie est indépendante.

Une autre bataille s'engage alors pour l'élection du président de la République au suffrage universel à l'automne 1962. Pierre Mendès France lutte contre cette présidentialisation de nos institutions. Malgré tout, le "oui" l'emporte.

Aux élections législatives qui suivent en octobre 62, il se présente dans l'arrondissement d'Evreux. Il est battu par Jean de Broglie.

Fin octobre 62, il entreprend alors un tour de France pour parler directement au peuple français de ses idées qui constitueront son prochain livre qu'il appellera: La République moderne. C'est à cette occasion-là qu'il sera reçu à Clermont-Ferrand par nos amis du CIPES (Cercle d'urgence politique et d'études sociales).

Ce livre est d'abord un programme de gouvernement. Il est contre un parlementarisme rétrograde. Il est pour un contrat de législature, pour une planification et enfin il se propose de décentraliser le pouvoir.

Dès le mois de décembre 63, la perspective des présidentielles amène l'émergence dans une certaine presse d'un monsieur "X", en fait, Gaston Defferre comme candidat fédérateur des gauches modérées. La campagne tourne court et très vite, c'est François Mitterrand qui recueille le soutien de toutes les forces de gauche dès le 9 septembre 1965. En décembre, c'est le ballottage historique. Le général de Gaulle a senti très près le vent du boulet.

En 1966, Pierre Mendès France voyage, fait plusieurs conférences aux Etats-Unis, organise un colloque en avril à Grenoble, qu'il appelle "les rencontres socialistes". A ce moment la presse parle de rentrée politique.

La campagne des législatives de mars 67 s'annonce. Il souhaite alors se présenter à Grenoble où il compte de nombreux amis. Il retrouve les paysages de la clandestinité de 1941/42 après son évasion.

Un comité de soutien se constitue avec 2000 membres, quatre Prix Nobel, de grands artistes. Le 27 février, c'est le grand débat public devant 7000 personnes contre Georges Pompidou. Le 12 mars, il est élu en battant son concurrent de droite.

Il sera pendant quinze mois un élu attentif, participant notamment à la préparation des Jeux Olympiques de Grenoble.

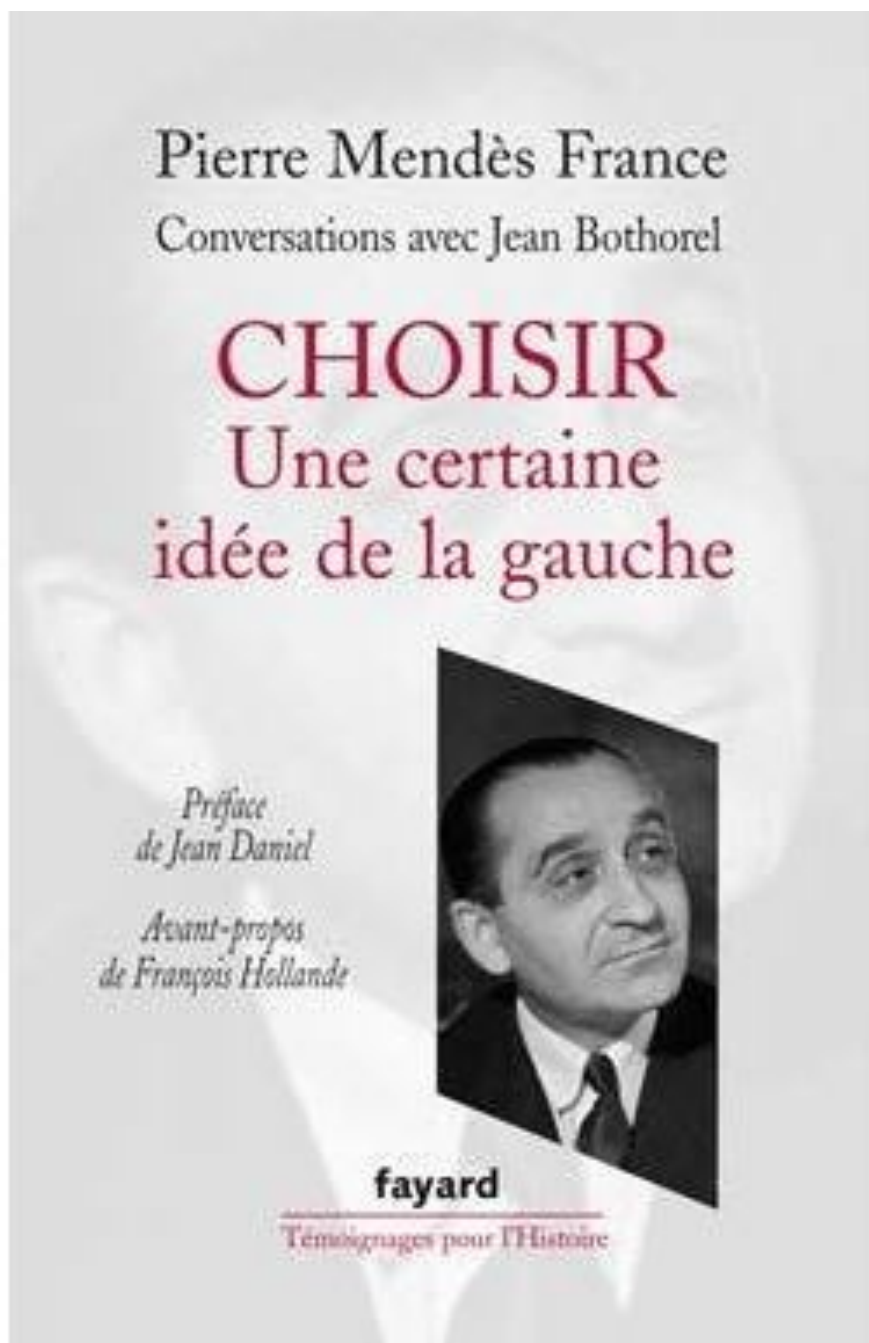
En octobre 67, un infarctus l'amène à de longues semaines de repos.

Le 24 novembre 1967, Lily, sa première épouse meurt. Le 6 février 68, c'est l'ouverture des Jeux Olympiques. Il y participe avec le général de Gaulle.

Le printemps de 68 arrive avec son déferlement social et cette fameuse révolte étudiante. Une grève générale est déclenchée le 13 mai. Pierre Mendès France défile avec le PSU et ses leaders. Le 21 mai se crée une association de soutien à Pierre Mendès France. Le 24, il se mêle aux manifestants étudiants dans la rue et sur les barricades.

Pompidou entame les négociations de Grenelle qui déboucheront sur les accords sociaux. Le 27, c'est le meeting de Charléty. Pierre Mendès France estime que sa place est auprès des jeunes qui représentent l'avenir du pays. Il ne prend pas la parole mais sa présence renforce le mouvement.

Le 28, une conférence de presse est organisée avec François Mitterrand qui se présente comme la solution de la crise, avec Pierre Mendès France à ses côtés comme premier ministre éventuel. Le 29, il remet à la presse un communiqué où il se déclare prêt à former le gouvernement. Mais le général de Gaulle retourne la situation après un voyage à Baden-Baden où il s'assure de la fidélité des



troupes d'occupation en Allemagne. Une allocution radiodiffusée dramatise la situation. Un déferlement des forces gaullistes envahit les Champs-Élysées. L'Assemblée nationale est dissoute et une nouvelle campagne pour les législatives du 23 juin s'engage.

Il se représente à Grenoble. C'est Jean-Marcel Jeanneney qui représente la droite contre lui. Un grand débat radiodiffusé les oppose. L'ambiance est détestable. La haine, l'affrontement, l'antisémitisme participent à ce climat. Et dans ces conditions, il est battu de 132 voix au soir du deuxième tour, le 30 juin 1968.

Les événements se succèdent. Il suit la vie politique d'un peu plus loin. Sa santé est chancelante. Le 22 avril 1969, le référendum portant modification du Sénat, est repoussé par le peuple français et Charles de Gaulle quitte le pouvoir.

Le nom de Pierre Mendès France circule alors une fois de plus pour porter les couleurs de la gauche. Malgré tout, le parti communiste se déclare hostile. Gaston Defferre reprend le flambeau et constitue un ticket avec Pierre Mendès France qui apporte alors le soutien du PSU de Rocard.

Le résultat est très décevant. Pendant cette campagne cependant, Pierre Mendès France a pu rappeler les grands axes de son programme qu'il avait défini dans son livre *La République moderne*.

Le verdict tombe: 5%. Georges Pompidou est élu président de la République. Pierre Mendès France quitte définitivement le devant de la scène politique.

Le général de Gaulle meurt le 9 novembre 1970. Dans un article magistral, Pierre Mendès France fait paraître un hommage au général de Gaulle dans *Le Monde*. Le 7 janvier 1972, la gauche se reconstitue. C'est l'union. Pierre Mendès France en est le grand oublié.

En 1971 il fait un grand voyage en Asie avec Marie-Claire, devenue sa femme.

Il publiera alors: « *Dialogue avec l'Asie d'aujourd'hui* ». En septembre 1972, la maladie le rejoint. C'est le deuxième infarctus. La retraite politique est alors définitive. En 1974 il publie son livre: *Choisir*.

Georges Pompidou meurt le 2 avril 1974. Pierre Mendès France rencontre François Mitterrand. Une nouvelle campagne de la gauche soutient son ancien ministre de l'intérieur qui échoue de peu aux élections présidentielles, où Valéry Giscard d'Estaing devient président de la République.

De sa retraite, Pierre Mendès France mène son dernier combat: la paix en Palestine. Pour lui, le fait israélien dans cette région de Palestine est incontournable, comme est incontournable la naissance d'un pays palestinien.

Sous Mitterrand

En mai 81, après une très bonne campagne, François Mitterrand, champion de l'union de la gauche, est élu président de la République.

Le 21 mai, à la cérémonie d'investiture, chacun se souvient de l'accolade de François Mitterrand et de Pierre Mendès France, qui jamais plus ne franchira les grilles de l'Elysée. La retraite pour lui continue, au milieu de ses livres, de sa famille, dans le calme de sa Normandie.

C'est cependant à sa table de travail à Paris que le matin du 18 octobre 1982, la maladie le rejoint. L'infarctus est foudroyant. Le téléphone tombe. Pierre Mendès France est mort.

Patrick Pochet-Lagaye

Remerciements à Alain Martres pour son aide.

Bibliographie: (extraits)

Pierre Mendès France: *Liberté, Liberté chérie*. Editions Fayard.

Jean Lacouture: *Pierre Mendès France*. Editions du Seuil.

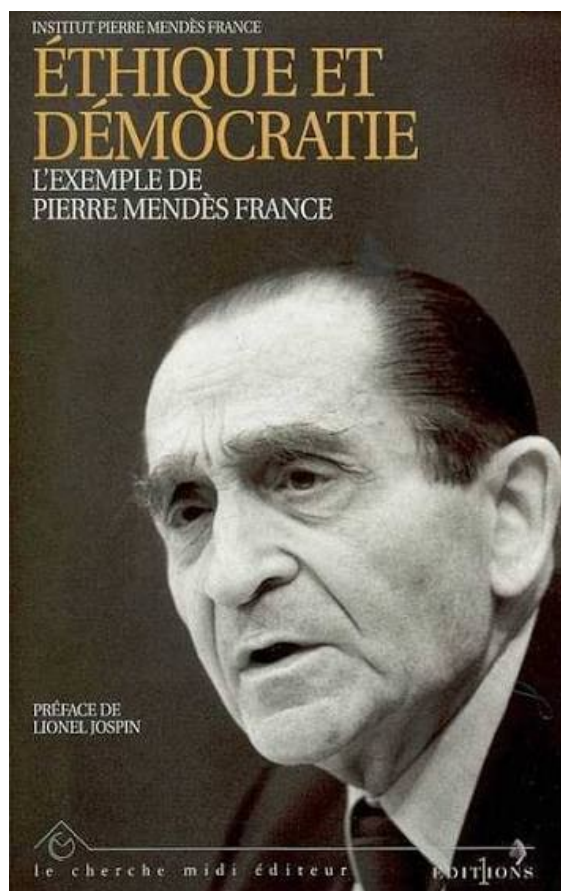
PIERRE MENDÈS FRANCE : REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Chronologie

- **1907 : Naissance à Paris.**
- **1923 : Bachelier. Faculté de droit de Paris. École libre des sciences politiques Adhère au parti radical.**
- **1924 : Adhère à la Ligue d'action universitaire, républicaine et socialiste (LAURS).
1925 : Diplômé de l'École libre des sciences politiques.**
- **1926 : Avocat stagiaire au barreau de Paris. 1927 : Secrétaire national de la LAURS.**
- **1928 : Docteur en droit.
Thèse sur "L'oeuvre financière du gouvernement Poincaré".**
- **1928 : Service militaire :
Incorporé le 10 mai 1928 au 37^e régiment d'aviation—démobilisé en 1933**
- **1929 : Avocat à Louviers (Eure).**
- **1930 : Publication de La Banque internationale.**
- **1931 : Action politique dans la circonscription de Louviers.**
- **1932 : Député de l'Eure Intervention au congrès radical de Toulouse.**
- **1933 : Sous-lieutenant de réserve. Epouse Lily Cicurel.**
- **1934 : Intervention à l'Assemblée. Critique les projets de réforme .**
- **1935 : Maire de Louviers.**
- **1936 : Réélu député.**
- **1937 : Conseiller général de l'Eure. Lieutenant de réserve.**
- **1938 : Sous-secrétaire d'État au Trésor (second ministère de Léon Blum).**
- **1939 : Mobilisé. Affecté au bataillon de l'air 139 du Levant à Beyrouth.**
- **1940 : Accusé de désertion par le gouvernement de Vichy. Arrêté à Casablanca, transféré à la prison militaire de Clermont-Ferrand.**
- **1941 : Condamné à six ans de prison, s'évade. Clandestinité en Savoie et Dauphiné.**
- **1942 : Gagne la Suisse et Londres. S'engage dans les Forces françaises libres. Promu capitaine.**
- **1943 : Groupe Lorraine. Missions de bombardements. Commissaire aux Finances du CFLN à Alger, avec de Gaulle.**
- **1944 : Chef de la délégation française à la Conférence monétaire de Bretton Woods. Retour en France. Ministre des Finances du gouvernement provisoire.**
- **1945 : Démission du gouvernement. Président du Conseil général de l'Eure.**
- **1946 : Député de l'Eure. Représente la France au Fonds monétaire international et à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.**
- **1947 : Délégué permanent de la France au Conseil économique et social de l'ONU.**

- 1948 : Président des gouverneurs du FMI.
- 1949 : Représente la France à la 4. session du FMI.
- 1950 : Interventions à l'Assemblée contre la guerre d'Indochine et pour une solution négociée.
- 1951 : Réélu député et président du Conseil général de l'Eure.
- 1952 : Président de la commission des comptes de la nation.
- 1953 : Pressenti pour la présidence du Conseil. Investiture de l'Assemblée refusée. Président de la commission des finances.
- 1954 : Président du Conseil investi. Négociation de Genève et fin de la guerre d'Indochine. Accorde l'autonomie interne à la Tunisie. Accords de Londres créant l'Union de l'Europe Occidentale (UEO).
- 1955 : Chute du gouvernement. Prend la direction du Parti radical. Conduit la campagne du Front républicain.
- 1956 : Ministre d'État du gouvernement Guy Mollet. Démissionne en raison de la politique suivie en Algérie.
- 1957 : Démission de la direction du Parti radical.
- 1958 : Vote contre l'investiture du général de Gaulle. Prend position contre les institutions de la V. République. Battu aux élections législatives.
- 1959 : Adhère au Parti socialiste autonome (PSA) qui deviendra l'année suivante le PSU. 1960 : Dénonce la politique algérienne de de Gaulle et la poursuite de la guerre. Mort de Georges Boris.
- 1961 : Entreprend une série de rencontres et de contacts en province.
- 1962 : Publie la République moderne. Prend position contre l'élection du président de la République au suffrage universels. Battu à Évreux aux élections législatives.
- 1963 : Séjour et conférences aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et aux Indes.
- 1965 : Voyages en Tunisie et en Algérie. Soutient François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle.
- 1966 : Participe à la rencontre socialiste de Grenoble. Candidat aux élections législatives de 1967 dans cette ville.
- 1967 : Élu député de Grenoble, reprend sa place au Parlement dans l'opposition. Décès de Lily Mendès France.
- 1968 : Participe au mouvement de mai. Perd son siège de député.
- 1969 : Fait campagne aux côtés de Gaston Defferre, candidat socialiste à l'élection présidentielle provoquée par le départ de de Gaulle.
- 1970 : Mort du général de Gaulle.
- 1971 : Épouse Marie-Claire de Fleurieu. Voyage en Asie.

- **1972 : Publication de Dialogue avec l'Asie d'aujourd'hui. Son état de santé le contraint à renoncer à sa candidature aux élections législatives.**
- **1973 : Publication de Science économique et Lucidité politique. Convalescence.**
- **1974 : Publication de Choisir. Participe à la campagne de François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle.**
- **1976 : Publication de La vérité guidait leurs pas. Séjour en Israël. Organise des rencontres secrètes entre des personnalités israéliennes et palestiniennes.**
- **1977 : Enregistrement de l'émission "Regards sur la V^e République", dont le texte sera publié en 1983. Assiste à Tel-Aviv, à la rencontre Begin-Sadate.**
- **1978 : Apporte son soutien aux formations de gauche aux élections législatives.**
- **1981 : Apporte son soutien à François Mitterrand qui remporte l'élection présidentielle.**
- **1982 . Publication d'une déclaration sur la paix au Proche-Orient avec Nahum Goldmann et Philip Klutznick.**
- **1982 - Meurt à Paris le 18 octobre à son domicile parisien.**



sous la direction de
François Bédarida et Jean-Pierre Rioux

Pierre

MENDES FRANCE

et le mendésisme



Fayard

Pierre MENDES FRANCE

**Regard
sur la
V^e République**

1958 - 1978

*Entretiens avec
François Lanzenberg*

Fayard



L'auteur

Docteur Patrick POCHET-LAGAYE

- **Né à Clermont-Ferrand le 17/12/1945 , études secondaires au lycée Blaise Pascal**
- **Etudes médicales à la faculté de medecine de Clermont -Ferrand**
- **Thèse de Docteur en médecine le 9/3/1971**
- **Service national au titre de la Cooperation au Maroc en 1972**
- **Installé en médecine générale à Clermont –Ferrand de juin 1973 à decembre 2015**
- **Fondateur en octobre 1982 du Cercle Pierre Mendes France destiné a diffuser l oeuvre de Pierre Mendes-France**
- **Président du centre departemental des professions de santé**
- **Ancien président de l UNAPL 63**
- **Président de l Association des médecins retraités d Auvergne.**